

La Gauche, nous a-t-on répété, est à l'avant-garde de la pensée et de l'action réformatrices, de la modernité et du changement. Mais que nous a-t-elle montré et offert dans le domaine de la stratégie et du fait militaire ? Le bilan n'est certes pas entièrement nul, puisqu'on y trouve le maître-ouvrage de Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle* (mais qui l'a lu ? Et où trouver trace de sa pensée dans les réalisations de ces trente-cinq dernières années ?), ainsi que plusieurs ministres de la Défense qui comptent probablement parmi les moins mauvais que nous ayons eus durant ces mêmes décennies, même si aucun d'entre eux ne fut à l'origine de profondes réformes. Car, à côté de ce bilan, maigre mais certes respectable, la Gauche brille surtout par un antimilitarisme mal placé, en grande partie caduque et bien souvent à la limite de la démagogie, voire de l'infantilisme. Le jugement est outrancier, injuste ? Non, car il ne s'applique pas uniquement à ses dirigeants, lesquels savent parfois se montrer sensibles aux questions stratégiques mais bien surtout à ce « peuple de Gauche » des militants, sympathisants, électeurs, qui forment la base sociale de la Gauche et, à ce titre, doivent être pris en considération dans le bilan, d'autant que c'est bien souvent en raison de leur inculture et de leurs préjugés dans ces domaines que les directions nationales se gardent bien de prendre position, de peur de susciter des réactions de rejet. Or, c'est bien ce refus à peu près systématique de véritablement prendre ces questions à bras-le-corps, de les penser et de les repenser en profondeur, par une réflexion authentiquement politique et débarrassée de considérations morales aussi faibles que déplacées, qu'il s'agit désormais de combattre et de dépasser.

Car la Gauche est restée figée sur des paradigmes idéologiques qui, s'ils ont pu se justifier dans certaines périodes historiques, et peuvent encore partiellement se justifier dans l'absolu, ne correspondent plus à grand-chose de solide dans le monde actuel, tout au moins dans la forme sous laquelle ils subsistent dans les esprits et le discours. En effet, les paradigmes de l'antimilitarisme et de l'internationalisme sur lesquels la Gauche vit encore furent forgés dans les décennies précédant la Grande Guerre (marquées par la répression de la Commune de Paris et l'utilisation de l'armée pour réprimer des luttes ouvrières et paysannes), puis dans le cours de celle-ci (condamnation de « l'Union sacrée » considérée comme une trahison, rejet de la « boucherie impérialiste », répression des « mutineries de 1917 », etc.). Ce sont ces mêmes paradigmes qui furent réactivés dans les années 1950 et 1960 dans le cadre des luttes contre les guerres d'Indochine et d'Algérie, et qui relancèrent ce discours idéologique. Mais aucun travail sérieux ne fut depuis lors véritablement entrepris à une large échelle pour les repenser et les adapter à des situations nouvelles, tant nationales qu'internationales, ni même pour les repenser face aux mutations des armées, de leurs structures et de leur sociologie, et encore moins face aux mutations des guerres et des armements.

Or, tous les spécialistes s'accordent à reconnaître qu'une véritable « révolution militaire » a commencé, et qu'elle s'annonce aussi profonde et longue que celle qui débuta au XVe siècle pour aboutir aux deux guerres mondiales du XXe siècle.

Inutile de s'étendre plus longuement sur cette question, une abondante littérature est disponible. Contentons-nous de dire que les bouleversements attendus (et déjà partiellement observables) dans le cadre géopolitique mondial, les guerres, les armements et les forces

armées vont être à la mesure de ceux qui vont intervenir dans l'ensemble des sociétés... En revanche, au vu de certaines tendances d'ores et déjà perceptibles, il est possible de dresser un bref inventaire – forcément incomplet – des problématiques qui en relèvent dès maintenant et sur lesquels la Gauche peut exercer son sens critique et son poids politique.

Penser la nature et la fonction des forces armées

Pour commencer, il s'agirait d'accepter le fait militaire, ainsi que le fait guerrier, même – et surtout – si c'est de façon distanciée et critique, afin de mieux les penser et, le cas échéant, les transformer. De même, si l'internationalisme peut rester une valeur philosophique noble, force est de constater qu'on ne peut plus s'en contenter en l'état, à l'heure où la nation est devenue de fait l'un des derniers remparts face à l'hyper-capitalisme planétaire. Et, pour en revenir à l'antimilitarisme, sans doute s'agirait-il de rejeter celui qui se déploie depuis les années 1960, et de revenir au sens originel de ce terme : le rejet du militarisme en tant qu'idéologie politique prônant la concentration du pouvoir politique dans un État entre les mains des forces armées. Rappelons ici que la république romaine et les États-Unis jusqu'à la Seconde Guerre mondiale furent des États « antimilitaristes », où l'armée était clairement et fermement soumise au pouvoir politique, y compris dans son volet représentatif et législatif.

Pour ce qui est des tendances lourdes actuellement à l'œuvre dans le domaine politico-militaire à peu près partout dans le monde, deux d'entre elles nous semblent tout particulièrement dangereuses et doivent être inversées coûte que coûte.

La première est la généralisation des sociétés militaires privées (SMP), qui tendent toujours plus à supplanter les armées nationales, d'abord dans des tâches ancillaires et logistiques, mais aussi dans des tâches de combat. Certaines de ces sociétés, généralement américaines ou britanniques (parfois aussi israéliennes ou sud-africaines, mais d'autres sont créées dans de nombreux autres pays) sont cotées en bourse et constituent de véritables multinationales et d'authentiques armées privées.

Au plus fort de l'occupation américaine en Irak, l'ensemble des hommes de ces sociétés représentait le deuxième plus important contingent étranger après celui des États-Unis, mais avant ceux des autres puissances présentes. Cette tendance est un marqueur fort du délitement des appareils étatiques et de la prise du pouvoir planétaire sans plus aucun masque par l'hyper-capitalisme. D'un point de vue macro-historique, cela représente un retour à des armées médiévales ou d'Ancien Régime, après plusieurs siècles d'un processus d'étatisation/nationalisation de la force armée.

Autre tendance lourde, probablement plus importante et plus dangereuse que la précédente, la confusion chaque jour plus grande entre forces militaires et forces « constabulaires », c'est-à-dire de police ou de gendarmerie. Or, ces deux types de forces sont radicalement différents, tant dans leur fonction que dans leur essence ; cela pourrait sembler banal de le dire mais il est nécessaire de le rappeler au vu de ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux. Les premières ont vocation à faire la guerre (encore un mot qu'il s'agirait de réhabiliter...), et donc à donner la mort, à tuer, dans le but de vaincre des ennemis, dans le cadre d'une politique de Puissance, donc d'une stratégie, offensive ou défensive ; leur raison d'être est de constituer un outil du politique, aux côtés d'autres outils (diplomatie, économie, renseignement, action

clandestine, etc.). Les secondes agissent dans le cadre d'un État de Droit dans le but de faire respecter la Loi et d'être le bras armé de la Justice ; l'emploi de la violence, a fortiori de la violence létale, n'est pas au cœur de leurs fonctions, et elles agissent en direction de citoyens, pas d'ennemis.

Accessoirement, cela implique aussi que la formation de leurs personnels est différente de bout en bout. Pourtant, un discours aujourd'hui majoritaire les assimile systématiquement au nom d'une doctrine englobante et surplombante que l'on nomme « sécurité » et qui représente l'un des plus graves dangers qui menace les peuples et la démocratie. Bien entendu, l'extension mondiale du terrorisme renforce naturellement cette tendance. C'est bien pourquoi une difficile et profonde réflexion théorique et pluridisciplinaire s'impose plus que jamais pour trouver les moyens de l'inverser. Car, si nous savons depuis Montesquieu que la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est une condition de base de la démocratie, il est temps de reconnaître que la séparation nette des forces militaires et constabulaires en est une autre, et qu'elle doit elle aussi être théorisée et gravée dans le marbre de nos constitutions.

On pourrait ajouter que la force armée devrait également être soigneusement distinguée de la fonction de protection civile (pompiers, Croix-Rouge, protection civile proprement dite, etc.). Tout milite en effet pour la création d'un grand organisme national dédié à cette fonction. Cela permettrait d'abord d'augmenter les capacités de résilience de la nation et des populations (ce qui ne serait pas du luxe à l'heure de l'accélération du réchauffement climatique et du déferlement du terrorisme), mais pourrait aussi contribuer au processus d'intégration civique de la jeunesse – française ou immigrée, masculine ou féminine, etc. Ajoutons ici que la création d'un véritable service de garde-côtes (fusionnant gendarmerie maritime, douanes, Affaires maritimes, SNSM, CROSS, Services hydrographiques, Phares et balises, préfectures maritimes) permettrait à la Marine nationale de se concentrer sur sa fonction première : la guerre sur mer.

Au plan de la pensée et de l'action militaire proprement dite, la tendance à se laisser guider par la seule technologie, même si elle n'atteint pas chez nous le degré délirant imposé aux États-Unis par le complexe militaro-industriel local, fait tout de même des ravages chez nombre de nos décideurs militaires ou de nos commentateurs spécialisés. Réduisant généralement l'histoire du développement des armements à la seule dialectique simpliste de « l'épée et de la cuirasse », ce discours idéologique court-circuite toute pensée stratégique, opérative ou même tactique. Il exclut de fait le politique des processus de décision en faisant l'impasse sur la question des buts de toute action militaire. Or, un processus de décision sain part du politique – la Puissance – vers le stratégique, et, de là, vers l'opératif et le tactique. Le développement des armements doit alors se faire en fonction et au service de ces critères et de ces objectifs ; il ne saurait les précéder, encore moins les déterminer. La mise au pas des industriels et de la corporation des ingénieurs de l'armement s'impose donc.

D'autres chantiers de réflexion sont également à ouvrir : sur la structure des forces (forces navales et aériennes ont-elles réellement vocation à être différentes ?) ; sur l'enseignement dispensé aux cadres (les officiers stagiaires de l'École de Guerre passent désormais l'essentiel de leur temps à étudier les procédures bureaucratiques de fonctionnement des états-majors de l'Otan plutôt qu'à étudier l'art de la guerre) ; sur la place, la taille, le statut et la fonction des réserves ; sur la notion de « service national » ; sur les questions sociales dans les armées, tout

particulièrement pour ce qui concerne les sous-officiers, cheville ouvrière de toute force armée, bien trop oubliés, quand ils ne sont pas méprisés – rappelons ici que ces questions sociales sont très loin d’être secondaires, et l’histoire militaire de toutes les époques et de toutes les civilisations nous montre qu’elles constituent le socle de toute puissance militaire, les exemples de la légion romaine ou de l’armée américaine de la Seconde Guerre mondiale sont là pour nous le rappeler avec force.

Penser l’action des forces armées

L’action des forces armées ne peut se penser que dans le cadre d’une authentique stratégie, ce que nous n’avons plus depuis longtemps. Mais une authentique stratégie ne peut exister qu’à la condition que la France soit réellement indépendante – ce qu’elle n’est plus depuis sa réintégration dans le commandement militaire de l’Otan – et qu’elle pense sa Puissance. Or, la Puissance n’est pas réductible au pouvoir, à la force, aux moyens de la puissance, ni même à l’agressivité d’une posture stratégique. La Puissance, c’est non seulement la capacité à intégrer toutes les composantes de ce qui fait une nation – économie, société, peuple, culture, territoires, institutions politiques, histoire, arts, etc. – mais d’abord la capacité à affirmer son Être ; on serait tenté de dire : tout simplement...

Or, cette Puissance est appelée à exister au sein d’un environnement géopolitique, ce qui est bien plus large qu’une « communauté internationale ». Cet environnement géopolitique ne pourra être abordé sans politique de Puissance, sans stratégie, mais également sans une authentique diplomatie, un art que peu de gens en Occident semblent encore savoir maîtriser. Mais il y a plus : géopolitique et diplomatie tendent aujourd’hui à être supplantées par ce qu’on nomme maintenant les « relations internationales ». Or, cette pseudo-discipline académique, qui étend partout son hégémonie, tend à émasculer toute forme de Puissance – sauf celle d’un seul pays... – à traiter les questions géopolitiques comme du management et les conflits entre nations comme des questions à traiter en termes de « sécurité », donc en termes policiers... Le politique est alors totalement exclu du processus, comme des outils qui permettraient de l’analyser. Cette véritable machine de guerre intellectuelle anglo-saxonne formate ainsi les esprits et les pratiques dans le but de consacrer une domination planétaire. Bien entendu, elle encourage aussi la plupart des processus dénoncés précédemment, directement ou indirectement.

De fait, et comme les instituts de recherche sur les questions stratégiques sont peu à peu envahis par cette idéologie, quand ils ne sont pas réduits à des peaux de chagrin, voire à la disparition complète, pour cause de manque de financements, une place s’ouvre donc pour les partis politiques, qui pourraient s’engouffrer dans ce vide pour l’occuper. En consacrant une part de leur énergie intellectuelle à réfléchir sur ces questions, ils pourraient non seulement enrichir le processus démocratique mais aussi mettre enfin sur la place publique des questions qui en ont été trop longtemps absentes. Le peuple français doit se les réapproprier car cette réappropriation est le principal fondement de la Puissance.

Laurent HENNINGER

Texte paru dans le numéro spécial de la [Revue Défense Nationale](#) « *Pour un nouvel indépendantisme* » reproduit pour Theatrum Belli avec l’aimable autorisation de



Pour une révolution française dans les affaires militaires, par Laurent
HENNINGER

l'auteur